

Première université d'été européenne d'ATTAC : un début qui a largement récompensé les efforts fournis

www.european-summer-university.eu

Avec sa première université d'été d'ATTAC, ATTAC Europe a voulu poser un jalon marquant une étape dans la capacité commune d'agir.

Du 1^{er} au 6 août de cette année a eu lieu, à Sarrebruck, la première université d'été d'ATTAC, sous le mot d'ordre : « Une autre Europe pour un autre monde ! ». Presque 800 personnes venant de plus de 20 pays y ont participé. Des invités venant, entre autres, du Maroc, du Brésil et du Costa Rica ont enrichi les débats en exposant leurs points de vue.

Un très bel enfant...

La liste des thèmes traités englobait les acteurs des marchés financiers, la politique énergétique et climatique, les biens publics *versus* la privatisation, la mondialisation et les transports, le marché du travail et la précarisation, les migrations, la justice fiscale, le contrôle démocratique et la participation économique, les droits sociaux et la démocratie, les processus contractuels et les alternatives, la politique commerciale européenne, les guerres et la stratégie impérialiste.

Dans le programme, des forums centraux de discussion étaient accompagnés d'une multitude d'ateliers et séminaires qui avaient été préparés sur une base au minimum « binationale » – un composé d'« éducation populaire » et de « travail en réseau ». S'y ajoutait un vaste espace pour « faire connaissance » – lors des sessions matinales « apprenons à nous connaître mutuellement » et tout autour de la cafétéria d'ATTAC.

En outre, il y a eu structuration d'une stratégie commune aux différents groupes nationaux d'ATTAC. Elle fut initiée par les présidences respectives, est passée par un séminaire au Maroc, pour aboutir à un atelier de deux jours tenu pendant la première université d'été. Environ 70 militants venant de presque tous les mouvements ATTAC européens y ont pris part. Le résultat est le lancement de deux campagnes communes : l'une sur la crise des marchés financiers et la seconde sur une « refondation démocratique et sociale de l'UE ».

Une déclaration des mouvements ATTAC européens, sous le titre « Mettons fin à l'économie de casino – désarmons les marchés ! » a été produite.

Au-delà, une série de réseaux ont été créés. Par exemple : « AQU-ATTAC » contre la privatisation de l'eau, un travail d'élargissement des « 10 principes pour un traité démocratique de l'UE », le réseau européen des mouvements Attac-Jeunes ou la coopération pour des chemins de fer publics.

Un programme culturel de grande envergure, comprenant des groupes musicaux venant de France, de Pologne et de Berlin, des expositions montrant, entre autres, des bandes dessinées belges, a permis non seulement de divertir mais a marqué de son sceau le rayonnement de cette première université d'été.

Il y a eu un authentique élan vers une « européanisation d'ATTAC par en bas » et tous les présents ont ressenti cette magie, qui émane de tous les commencements.

...mais un accouchement peu facile

Toute l'organisation et la programmation ont reçu le soutien des instances dirigeantes mais ont été portées sur les épaules d'environ deux douzaines de volontaires qui, pendant plus d'un an, ont travaillé ensemble à différents niveaux.

Le groupe préparatoire européen a dû surmonter les difficultés linguistiques, accepter les différences entre les politiques culturelles, trouver des règles pour faire respecter les engagements pris et élaborer le programme en prévoyant une participation aussi large que possible – tout cela dans un espace virtuel au moyen de téléconférences et de l'Internet.

Nous avons dû apprendre qu'il ne suffisait pas de trouver des « orateurs » intelligents, mais que nous avions besoin de plus de personnes compétentes capables de structurer des discussions et de mettre en œuvre des processus, car sinon nous gaspillons de l'énergie et des idées.

Nous devons maîtriser un budget qui dépassait nettement la marge de manœuvre de la plupart des mouvements ATTAC. Parce que les contributions des participants devaient

être faibles et que, pour sauvegarder notre indépendance politique, les sources d'apports supplémentaires sont réduites, un déficit de 50 000 € a dû être comblé par un acte de solidarité effectué par des groupes ATTAC locaux et des donateurs motivés.

Finalement nous avons dû, sur le plan organisationnel, abattre des montagnes pour mettre correctement sur pied la traduction, les techniques, l'hébergement et la restauration – et pour tous ceux qui participaient à ces tâches c'était une première expérience.

Cependant...

...cela en valait la peine. Nous le referons (mais pas tout de suite) et nous espérons que, dans les différents pays, il y aura des gens qui garderont dans leurs mains les fils qui ont été

Sabine Leidig

Sabine Leidig (Administratrice au siège Fédéral d'ATTAC Allemagne) et Johanna Schreiber (ATTAC Allemagne, Coordination du programme de l'université d'été, membre du comité de coordination)

Défier le patriarcat pour construire une autre Europe

Partout en Europe et dans le monde, les mêmes structures de pouvoir entre les sexes sont reproduites, que ce soit dans les relations privées ou la vie sociale. Les femmes sont toujours subordonnées aux hommes. Le système patriarcal traverse tous les pays et types de sociétés et imprègne les mentalités. Aujourd'hui, il perpétue et amplifie le pouvoir capitaliste mondial. Le genre comme modèle de domination est universel et ne peut être dissocié

de toutes les autres formes de domination. L'IFE a pour but de rendre visibles ces structures patriarcales de pouvoir de genre qui façonnent toutes les relations et influencent profondément nos vies et nos choix. L'IFE est un réseau féministe dont l'action va au-delà des frontières politiques et géographiques de l'Europe et s'étend à la région méditerranéenne.

Il est né dans le cadre du Forum social européen de Paris, en 2003, et est fondé sur la

conviction qu'il n'y a pas d'avenir pour l'Europe sans les garanties des droits fondamentaux pour les hommes et les femmes.

Depuis cinq ans maintenant, l'IFE travaille pour le rassemblement et le renforcement de la coopération entre femmes de l'est et de l'ouest, du nord et du sud de l'Europe, du Moyen-Orient et du Maghreb. L'IFE a réussi à créer un espace politique féministe pour le débat, la réflexion et l'action qui s'appuie sur des études, des analyses et des travaux d'experts féministes. Dans le contexte actuel de régression généralisée des droits et libertés, cet espace s'est structuré autour des exigences, des souffrances et des expériences des femmes, dans une interaction permanente et dynamique entre approche théorique et initiative de terrain, entre études et action.

Les principaux objectifs d'IFE sont les suivants :

- Faire entendre la voix des féministes en Europe et rendre visible leur mouvement ;
- Contribuer au développement de l'intervention des femmes dans tous les domaines de la vie politique, sociale, économique avec des mouvements et organisations féministes, selon les modes d'organisation et dans les formes qu'elles ont choisies ;
- Sensibiliser et mobiliser les femmes des différents mouvements et pays d'Europe, et favoriser des convergences dans leurs luttes contre l'oppression patriarcale ;
- Créer les conditions d'appropriation de ces objectifs par les femmes elles-mêmes dans le cadre du Projet d'éducation populaire féministe européen (PEPFE) structuré par notre plate-forme politique.

En tant que militantes féministes européennes, nous sommes antimilitaristes et internationalistes. Nous refusons la guerre comme solution aux conflits internationaux et nous exigeons l'élargissement de la notion de sécurité à la politique de sécurité globale incluant la violence structurelle subie par les femmes dans la vie quotidienne. Nous exigeons que

l'Union européenne garantisse la libre circulation des personnes et reconnaisse la pleine et entière citoyenneté de tous ceux qui vivent dans les territoires européens.

Face à l'intrusion croissante des structures religieuses dans les domaines dépendant des États et aux attaques accrues des fondamentalismes religieux contre les droits des femmes, nous réclamons que la laïcité devienne l'un des principes de base de l'Europe pour toutes les personnes qui y vivent.

En Pologne, Irlande, à Chypre, Malte, Andorre et maintenant en Lituanie, en Slovaquie, les femmes sont confrontées à la même interdiction du droit à l'avortement. Dans de nombreux autres pays, comme l'Italie, l'Espagne ou la Macédoine, ce droit est actuellement menacé.

En ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs, ainsi que d'autres droits, nous nous demandons l'harmonisation des droits des femmes sur les législations les plus avancées et nous appelons à une campagne européenne coordonnée afin de recueillir un million de signatures avant les élections européennes – en 2009 – ce qui permettra d'influencer directement les changements dans les politiques européennes.

Rendre visibles et démanteler les structures de domination patriarcale, dans tous les domaines et à tous les niveaux, est un acte nécessaire et urgent. L'égalité entre les sexes doit devenir une valeur fondatrice dans le processus de création d'une Europe qui mérite le qualificatif de démocratie. Cela suppose une rupture avec le modèle européen actuel. Le féminisme constitue un fil conducteur de ce processus de transformation radicale.

Pour contacter l'IFE : ife@efi-europa.org

Lilian Halls-French

Féministe, membre de Initiative féministe européenne (IFE)

Vers un institut européen du salariat (IES)

But de l'Institut

L'Institut européen du salariat (IES) encourage la recherche sur le « salariat », un terme qui désigne à la fois le statut de salarié et les salariés comme un groupe.

L'Institut est dédié à l'étude de toutes les institutions qui valorisent le salariat en tant que classe sociale.

Ces institutions comprennent les éléments suivants :

1. le salaire à la qualification, les conventions collectives et statuts ;
2. les cotisations sociales et la sécurité sociale : pensions, couverture des soins de santé, allocations familiales, indemnisation du chômage ;
3. le droit du travail, le droit de grève, la négociation collective, les juridictions du travail ;
4. les syndicats, la démocratie sociale, la représentation des salariés dans les entreprises ;
5. les services publics et les administrations impliqués dans la politique sociale ;
6. les politiques monétaire, budgétaire et industrielle de plein-emploi.

Loin d'être figées, ces institutions sont dans un processus d'élargissement à de nouveaux domaines tels que le logement, la sécurité sociale professionnelle pour les travailleurs, ou le financement de l'économie. Dans le même temps, elles sont remises en cause aujourd'hui par les politiques visant à ce que l'on appelle la « réforme » de l'État social ou « modernisation » des marchés. En modifiant l'équilibre des pouvoirs entre régions au sein de l'Europe,

l'Union européenne a poursuivi ces objectifs à un niveau sans précédent.

Les sciences sociales ne considèrent pas le salariat comme un objet légitime d'étude. Les disciplines qui devraient faire de ce phénomène social majeur un objet central l'ignorent souvent purement et simplement. Quand elles abordent le sujet, elles réduisent le salariat à sa seule dimension de subordination, sans explorer ses potentialités émancipatrices.

Le concept de salariat est généralement réduit à une notion descriptive de certaines dimensions des rapports sociaux du travail appliquée à certains aspects des relations de travail. Au lieu d'être étudié pour lui-même, le salariat est utilisé comme terme générique pour divers autres aspects attachés à la condition de salarié : contenu du travail, emploi, chômage, protection sociale, relations professionnelles, syndicalisme, etc. Ces aspects sont étudiés séparément, sans lien entre eux. Le concept de salariat peut être utilisé pour unifier et interpréter l'ensemble de ces sujets et peut englober d'autres aspects de la dynamique du développement social, économique et politique de développement : la stratification sociale, les différents régimes de propriété et les politiques macroéconomiques.

L'originalité de l'IES réside dans son ambition de faire du salariat un objet théorique, s'appuyant sur les recherches en sciences sociales qui peuvent lui donner un statut conceptuel.

Parmi les salariés eux-mêmes, ainsi que dans les définitions théoriques, le salariat est généralement associé à la notion de subordination, considérée comme sa caractéristique principale. Les institutions du salariat sont dès lors considérées comme un ensemble de protections visant à réduire la vulnérabilité inhérente à la condition de salarié. Le droit du travail repose sur la reconnaissance de cette subordination et sur la nécessité d'en encadrer les effets. Pourtant, la socialisation du salaire est une alternative à la propriété fondée sur le profit et l'accumulation financière qui sont essentiels au capitalisme. Les institutions liées au salariat contribuent à l'émancipation de la main-d'œuvre par le biais de la reconnaissance à grande échelle d'activités qui ne sont pas caractérisées par la subordination, telles que celles des retraités. C'est pour cette raison que ces institutions sont souvent remises en cause, voire retournées en leur contraire ainsi qu'en témoigne la désignation des cotisations sociales comme « taxe sur le travail ». Les institutions du salariat pourraient potentiellement permettre aux travailleurs de s'approprier les objectifs de la production. L'Institut européen du salariat (IES) a pour objectif d'étudier la dialectique entre subordination et émancipation, par le biais d'une analyse empirique et théorique du statut du salariat et de la classe des salariés.

Activités de l'Institut

L'Institut est un réseau de chercheurs en sciences sociales qui étudient les aspects sociaux, politiques, économiques, historiques et juridiques de salariat en Europe ainsi que ses institutions dans les différents contextes nationaux et au sein de l'Union européenne.

Ses activités consistent en :

- un séminaire mensuel, dont le but est d'écrire un traité du salariat d'ici cinq ans. Cet ouvrage de référence s'appuiera sur des « Notes » de l'IES, une publication qui pourrait constituer la base d'une revue ;
- des ouvrages académiques ou destinés à un plus large public, publiés sous le label de l'IES ;
- des séminaires organisés sur la base d'appels à communications dans le cadre de groupes de travail de l'Institut ou de réseaux de sciences sociales ;
- à plus long terme, des Universités d'été où des doctorants pourront présenter leurs travaux.

Les chercheurs membres de l'Institut considèrent que leurs recherches sont utiles pour la formation :

- un bulletin semestriel et un site Internet sont dédiés aux syndicalistes, aux directeurs d'institutions de protection sociale et aux dirigeants politiques, avec qui les membres de l'Institut ont des contacts directs ;
- des activités en relation avec les organismes de formation pour les syndicalistes ;
- une contribution à des cours de masters dans les universités.

Site : www.ies-salariat.org

Bernard Friot

sociologue, Université de Nanterre

Lucy apRoberts

sociologue, traductrice

À l'université d'été de la Gauche européenne a commencé la campagne :

« Exigez de vivre – lutez contre la précarité ! »

Vous avez envie de travailler 65 heures par semaine, peut-être jusqu'à 70 ans ?

Ou souhaitez-vous avoir une vie meilleure, la sécurité d'emploi et un salaire décent ?

Les gouvernements de droite et sociaux-démocrates, les autorités de l'Union européenne, les marchés financiers et les entreprises multinationales vous « offrent » la première option. Nous proposons de lutter ensemble pour la seconde.

Notre présent se rabougrit. Qu'en est-il notre avenir ? Précaire. La précarité n'est pas une exception mais la règle pour des millions d'hommes, de femmes, de jeunes, qui ne voient pas un avenir qui mérite d'être vécu et qui sont confrontés à l'incertitude du présent.

Être précaire est le résultat des politiques néolibérales. C'est un nouveau système de domination, basé sur l'insécurité des personnes et l'incertitude pour demain : du travail en quantité et vite, quand on ne vous appelle que quelques jours par mois. Ou du travail tout le temps, jour et nuit, vite, plus vite, toujours plus vite. Travailler et être pauvre !

Les femmes sont, en particulier, les premières victimes de la précarité en raison des caractéristiques de leur vie professionnelle : interruption due à la grossesse et à l'éducation des enfants, salaires plus bas, travail à temps partiel, difficultés à trouver un emploi après 50 ans, et, pour finir, des pensions bien plus basses.

Ne vous demandez pas si vous pouvez résister. Demandez-vous comment dépasser la précarité ! Revendiquez une vie meilleure !

Des exigences :

- Un salaire minimum garanti dans toute l'Europe, ce qui permettrait de vivre dans la dignité, de participer à la vie sociale et culturelle et de sortir du travail illégal ou précaire. À travail égal, salaire égal et accès à l'emploi à temps plein pour tout le monde.
- Des emplois garantis et bien rémunérés dans des espaces de travail garantis, avec un bien-être complet et garanti, des droits démocratiques et syndicaux sur le lieu de travail.
- Des négociations collectives, la réduction de la durée légale du travail et la garantie de pensions décentes pour tous.
- Une éducation publique, gratuite, de qualité et émancipatrice à tous les niveaux, des diplômes universitaires qui assurent une véritable compétence scientifique et donnent lieu à des droits professionnels.
- Un accès libre et une aide publique, sans conditions, à toutes les formes de connaissances, de nouvelles technologies et de culture.
- Des prestations sociales garanties, un logement à faible coût et de qualité, l'accès universel aux transports publics, l'accès pour tous à un système de santé publique de haut niveau. Le développement et la protection des services publics en tant que forces motrices contre la précarité.
- L'égalité des sexes concernant les salaires, les pensions, les droits à l'éducation permanente. L'harmonisation des droits des femmes sur les modèles les plus progressistes d'Europe.

La protection des droits des femmes (tels que le droit à l'avortement) contre les attaques idéologiques et politiques des forces conservatrices et fondamentalistes.

- Le respect des droits sociaux, culturels et politiques des migrants. Une politique de véritable co-développement fondée sur la démocratie, le respect des populations et du progrès social.
- L'adoption généralisée de politiques anti-discrimination à tous les niveaux.
- Nous demandons que le budget de l'UE prenne en compte la nécessité d'un nouveau développement social et durable dans les nouveaux États membres de l'UE, afin d'améliorer les normes de vie pour les peuples d'Europe de l'Est. L'introduction de l'euro dans les pays de l'Est ne peut pas être un prétexte pour accroître les inégalités sociales et le démantèlement social.

Ce sont là quelques objectifs à atteindre pour lutter contre la précarité et construire un avenir décent.

Au cours des 10 dernières années, 8,6% du PIB en Europe a été transféré de la force de travail au capital. Nous devons activer tous les

leviers politiques et économiques pour changer cette logique. Le NON des peuples aux traités européens (dans les référendums en France, aux Pays-Bas et en Irlande) et à leurs politiques de concurrence provoquant la précarité et l'insécurité, prouve que la protestation politique et sociale grandit en Europe. Nous devons construire un grand mouvement, essayer d'unir les classes populaires, les syndicats, les mouvements et les forces de gauche dans une lutte commune contre la précarité. Il est nécessaire de le faire maintenant et tout de suite.



EuropeanLEFT
www.european-left.org

Séminaire sur la démocratie participative et l'élaboration d'un budget participatif dans les collectivités territoriales

Les 22 et 23 octobre 2008, Transform!, le groupe du Parti communiste de Bohême et de Moravie de la municipalité de Prague, l'association tchèque SPED, membre de Transform!, ont organisé conjointement, à Prague, un séminaire européen sur la « démocratie participative et l'élaboration d'un budget participatif dans les collectivités territoriales ». Le séminaire avait pour but de débattre du sujet sur une base pratique, avec des maires, des conseillers et des citoyens ayant une conscience politique et engagés dans les processus réels en cours. Comment faire ? Comment commencer ? Quels sont les principaux problèmes politiques et les résistances auxquels on se trouve confronté ? Comment les citoyens répondent-ils ? Il s'agit d'une question méthodologique - comment ? — mais aussi une question très politique parce que la méthodologie est liée aux objectifs - pourquoi ?

La démocratie participative (DP), et plus particulièrement la budgétisation participative (BP), est en train de devenir une pratique qui n'est pas exceptionnelle dans de nombreuses collectivités territoriales.

Depuis les premières expériences — aujourd'hui connues dans le monde entier — menées à Porto Alegre (Brésil) par le Parti des travailleurs au début des années quatre-vingt-dix, un nombre important de collectivités territoriales européennes, généralement gérées par des partis de gauche, ont, d'une manière ou d'une autre, lancé leurs propres expériences participatives.

L'idée générale derrière ces expériences touche à la qualité de la démocratie au niveau local et, en ce sens, la démocratie participative

et les budgets participatifs sont considérés comme des moyens de dépasser les limites de la démocratie représentative et de renforcer les alliances entre les exécutifs de gauche élus et la population contre la pression de l'État et de groupes sociaux plus puissants.

D'autre part, le manque de légitimité dû à une faible participation est également reconnu par les hommes politiques de la bourgeoisie dominante et les penseurs politiques. C'est la raison pour laquelle certaines autres expériences dites de démocratie participative sont menées par les groupes sociaux-libéraux et même par les conservateurs. Le gouvernement travailliste au Royaume-Uni a annoncé la généralisation de BP dans tout le pays. Certaines collectivités locales dirigées par la CDU en Allemagne sont parmi les pionniers des BP en Europe, invitant cyniquement les gens à se rassembler et à décider collectivement des points sur lesquels devraient être appliquées les coupes budgétaires d'inspiration néolibérale.

Il faut examiner attentivement cette diversité d'objectifs. Mais la raison sous-jacente est évidente : la simple démocratie représentative n'est plus une garantie de légitimité.

Cela n'a rien de nouveau pour la gauche marxiste. Depuis le tout début de la pensée marxiste, la critique de ce qu'on appelle la démocratie formelle fait partie de nos fondements idéologiques. La question est de savoir ce que nous pouvons attendre du processus de DP/BP dans le sens du dépassement des limites de la démocratie formelle ?

Les expériences en cours peuvent éclairer la question. Il ne s'agit pas seulement d'une question théorique mais d'une question très

pratique et politique : quel est le rôle d'un exécutif local à direction communiste ou socialiste dans un État libéral-démocrate ? Est-ce seulement un rempart pour prendre de l'élan pour des temps meilleurs ? S'agit-il d'un coussin permettant d'atténuer les conséquences difficiles de la politique générale pour la population ? Ou est-ce un moyen, parmi d'autres, de construire une force et des d'alliances, de tirer des enseignements, d'éduquer la population – et les dirigeants – pour une alternative ?

À Transform!, nous pensons que cela peut être une piste féconde si les conditions de l'expérience répondent à certaines exigences. Il y a des expériences en cours qui peuvent éclairer ces conditions. Il est possible de faire la différence entre les vrais processus

démocratiques de DP/BP et les faux. C'est une question de partage du pouvoir avec le peuple. Et de confiance dans le peuple.

Des documents sur les débats du séminaire seront disponibles au cours du premier semestre 2009.

Javier Navascués, Walter Baier

Membres du réseau Transform!

